



Les États généraux du sport en France : Un tournant pour le mouvement sportif

Ce document est un rêve. Prenant conscience grâce au journal économique Les Échos d'aujourd'hui (1er avril 2025) que le marché du sport cale dramatiquement en France, la Ministre des Sports s'est affolée. Elle a donc décidé de suivre nos conseils en organisant de toute urgence des États généraux du sport. Ce qui suit présente une analyse approfondie de leur problématique ; un moment charnière pour l'avenir du mouvement sportif français. À travers huit sections détaillées, nous explorerons les enjeux sociétaux, l'impact des Jeux Olympiques de Paris 2024, les initiatives nationales, l'innovation dans le secteur sportif, les questions d'inclusion, les défis environnementaux, et la vision stratégique pour transformer la France en véritable nation sportive et redonner du souffle à Décathlon.

AL

par Alain loret

Contexte national : Le sport comme enjeu sociétal

La France fait face à un défi majeur en matière d'activité physique, notamment chez les jeunes. Les données sont alarmantes : huit jeunes sur dix se situent en-dessous des seuils d'activité physique recommandés par l'Organisation Mondiale de la Santé. Cette sédentarité croissante constitue un véritable enjeu de santé publique qui s'inscrit dans une problématique plus large touchant l'ensemble des pays développés.

Face à cette situation préoccupante, les autorités françaises ont décidé de positionner le sport comme un levier fondamental d'inclusion sociale et de développement personnel. Cette stratégie s'articule autour d'une vision holistique du sport, non plus perçu uniquement comme une activité de loisir ou de compétition, mais comme un vecteur essentiel de transformation sociale et de bien-être collectif.



Priorité à la jeunesse

Développement de programmes spécifiques dans les établissements scolaires et les quartiers prioritaires pour encourager la pratique sportive dès le plus jeune âge.



Cohésion sociale

Utilisation du sport comme outil de mixité sociale et de lutte contre l'isolement dans les zones urbaines comme rurales.



Santé publique

Promotion de l'activité physique comme facteur de prévention des maladies chroniques et d'amélioration de la santé mentale.

Les États généraux du sport s'inscrivent dans cette dynamique en proposant une réflexion nationale et territoriale sur les moyens d'inverser cette tendance à la sédentarité. L'objectif est de créer un écosystème favorable à la pratique sportive, accessible à tous les citoyens, indépendamment de leur âge, de leur condition physique ou de leur milieu social.

Cette démarche s'accompagne d'une mobilisation sans précédent des acteurs du monde sportif, des collectivités territoriales, des entreprises et du secteur associatif. L'enjeu est de taille : il s'agit de repenser fondamentalement notre rapport au sport et à l'activité physique pour faire émerger une véritable culture sportive française, inclusive et durable.

Paris 2024 : Un catalyseur pour le sport français



L'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 représente bien plus qu'un simple événement sportif international. C'est un formidable catalyseur pour l'ensemble du mouvement sportif français, offrant une vitrine exceptionnelle du savoir-faire national en matière d'organisation d'événements de grande envergure, d'innovation technologique et d'excellence sportive.

Sur le plan économique, l'impact des Jeux est considérable. Le secteur sportif français compte actuellement 128 000 entreprises générant un chiffre d'affaires cumulé de 71 milliards d'euros. Cette dynamique entrepreneuriale témoigne de la vitalité d'un écosystème qui ne cesse de se développer et de se diversifier, allant bien au-delà du sport professionnel pour englober les équipementiers, les médias spécialisés, le tourisme sportif et les nouvelles technologies.

Les ambitions liées à cet événement planétaire sont à la hauteur des investissements consentis. Les autorités françaises ont fixé un objectif ambitieux de création de 450 000 emplois dans l'écosystème sportif, à la fois directs et indirects. Ces créations de postes concerneront non seulement la période des Jeux, mais s'inscrivent dans une vision à long terme de développement du secteur sportif comme pilier économique national.

1

Renforcement des infrastructures

Construction et rénovation d'équipements sportifs de pointe, avec une attention particulière portée à la durabilité et à l'accessibilité.

2

Formation professionnelle

Développement de cursus spécialisés dans les métiers du sport, de l'événementiel sportif et du coaching pour répondre aux besoins croissants du secteur.

3

Rayonnement international

Valorisation du modèle sportif français à l'échelle mondiale et renforcement des partenariats internationaux dans le domaine du sport.

4

Innovation technologique

Déploiement de solutions technologiques françaises dans l'organisation, la médiatisation et l'expérience spectateur des compétitions olympiques.

Au-delà de ces aspects économiques, Paris 2024 constitue une opportunité unique de changer durablement la perception du sport dans la société française. Les États généraux du sport visent précisément à capitaliser sur cette dynamique olympique pour insuffler un élan nouveau à la pratique sportive à tous les niveaux, du sport-santé au sport de haut niveau, en passant par le sport scolaire et le sport en entreprise.

Grande Cause Nationale 2024 : Mobilisation générale

La désignation du sport comme Grande Cause Nationale pour l'année 2024 marque un tournant décisif dans la politique sportive française. Cette reconnaissance institutionnelle s'accompagne d'une campagne nationale ambitieuse, articulée autour du slogan percutant : « Bouge 30 minutes chaque jour ! ». Ce message simple mais efficace vise à sensibiliser l'ensemble de la population française aux bienfaits d'une activité physique régulière, même modérée.

Pour donner corps à cette initiative, une mobilisation sans précédent a été orchestrée, impliquant 150 sportifs de haut niveau. Ces ambassadeurs du sport français parcourent le territoire national pour promouvoir les valeurs sportives et encourager la pratique physique auprès de tous les publics. Leur engagement personnel apporte une dimension concrète et inspirante à cette campagne, particulièrement auprès des jeunes qui peuvent ainsi s'identifier à ces modèles d'excellence.

Interventions en milieu scolaire

Des programmes spécifiques ont été élaborés pour intégrer les 30 minutes d'activité physique quotidienne dans toutes les écoles primaires françaises, avec des supports pédagogiques adaptés et une formation continue des enseignants.

Partenariats public-privé

Des collaborations innovantes entre les collectivités, les entreprises et les associations sportives permettent de déployer des infrastructures légères et accessibles dans les espaces publics et les lieux de travail.

Campagne médiatique nationale

Une stratégie multicanal (télévision, radio, affichage, réseaux sociaux) assure une visibilité maximale au message, avec des déclinaisons adaptées à chaque tranche d'âge et profil socio-démographique.

Applications numériques dédiées

Des outils digitaux gratuits ont été développés pour accompagner les citoyens dans leur pratique quotidienne, avec des exercices adaptés, un suivi personnalisé et des défis collectifs stimulants.

Cette Grande Cause Nationale transcende le cadre strictement sportif pour s'inscrire dans une démarche globale de santé publique et de bien-être collectif. Les États généraux du sport ont permis d'identifier les freins à la pratique sportive et de proposer des solutions adaptées aux différentes réalités territoriales et sociales françaises.

L'objectif affiché est ambitieux : parvenir à une augmentation significative du nombre de Français pratiquant une activité physique régulière, avec un accent particulier mis sur les populations traditionnellement éloignées de la pratique sportive (personnes âgées, habitants des zones rurales, personnes en situation de précarité économique). Cette mobilisation générale constitue un pilier essentiel de la transformation du modèle sportif français.

Innovation et Transformation du Modèle Sportif

Le paysage sportif français connaît actuellement une mutation profonde sous l'effet conjugué des avancées technologiques, de l'évolution des attentes des pratiquants et des nouveaux modèles économiques. Cette transformation s'articule autour de trois axes majeurs : la digitalisation du sport, l'évolution des modèles économiques des fédérations, et l'émergence de nouvelles pratiques sportives.



La sport-tech française connaît un essor remarquable, avec l'émergence de startups innovantes développant des solutions allant de l'analyse de performance par intelligence artificielle aux équipements connectés. Ces innovations transforment profondément l'expérience des pratiquants comme celle des spectateurs. Les États généraux du sport ont mis en lumière la nécessité d'accompagner cette révolution numérique par une politique volontariste de soutien à l'innovation et à la formation aux nouveaux métiers du sport digital.

Parallèlement, les fédérations sportives françaises font face à un défi existentiel qui les contraint à repenser leurs modèles économiques traditionnels. Longtemps dépendantes des subventions publiques et des licences, elles explorent désormais de nouvelles sources de financement : partenariats privés innovants, monétisation des données, offres de services élargies, et développement international. Cette diversification économique s'accompagne d'une professionnalisation accrue de leur gouvernance et de leur gestion.

L'essor de l'esport

Avec plus de 10 millions de pratiquants en France, l'esport s'est imposé comme une discipline à part entière, dotée de ses propres compétitions, stars et écosystème économique. Cette reconnaissance croissante pose la question de son intégration dans le modèle sportif traditionnel et de l'encadrement de sa pratique, particulièrement auprès des plus jeunes.

Les États généraux ont été l'occasion de débats approfondis sur le statut de l'esport et sa relation avec le sport physique, aboutissant à des propositions concrètes pour créer des passerelles entre ces deux univers complémentaires.

Les nouvelles pratiques urbaines

Le développement spectaculaire des sports urbains (parkour, street workout, skateboard urbain) témoigne d'une évolution profonde dans le rapport au sport, désormais plus libre, créatif et intégré à l'environnement quotidien. Ces pratiques, souvent auto-organisées, remettent en question le modèle traditionnel du club sportif et appellent à repenser l'aménagement des espaces urbains.

Les collectivités territoriales s'adaptent progressivement à ces nouvelles attentes en développant des équipements sportifs de proximité, polyvalents et accessibles sans contrainte horaire, favorisant ainsi une pratique sportive spontanée et décloisonnée.

Cette transformation du modèle sportif français représente à la fois un défi et une opportunité. Elle nécessite une adaptation des cadres réglementaires, des formations professionnelles et des politiques publiques pour accompagner cette évolution tout en préservant les valeurs fondamentales du sport : inclusion, respect, dépassement de soi et fair-play.

Enjeux d'Inclusion et d'Égalité

La démocratisation du sport et son accessibilité à tous les publics constituent des priorités absolues des États généraux. Trois enjeux majeurs ont été identifiés pour faire du sport un véritable outil d'inclusion sociale et d'égalité : la promotion du sport féminin, la lutte contre les violences dans le sport, et l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap.



Sport féminin : vers une égalité réelle

Malgré des progrès significatifs ces dernières années, le sport féminin continue de faire face à des obstacles structurels. Les femmes représentent encore moins de 40% des licenciés sportifs en France, et l'écart de médiatisation et de rémunération entre sports masculins et féminins demeure considérable. Les États généraux ont permis d'établir une feuille de route ambitieuse pour atteindre une véritable égalité, avec des objectifs chiffrés de participation féminine et des engagements concrets des médias pour accroître la visibilité du sport féminin.

L'accessibilité du sport aux personnes en situation de handicap constitue le troisième pilier de cette politique d'inclusion. Malgré l'élan donné par les Jeux Paralympiques, la pratique sportive reste encore trop limitée pour les 12 millions de Français concernés par un handicap. Les États généraux ont permis d'identifier les obstacles persistants et de proposer des solutions concrètes pour les surmonter.



Adaptation des infrastructures

Un plan national de mise en accessibilité des équipements sportifs a été lancé, avec un objectif de 100% d'installations accessibles d'ici 2030 et la création d'espaces dédiés aux sports adaptés.



Promotion de l'inclusion

Développement de sections sport partagé dans les clubs traditionnels et organisation d'événements mixtes rassemblant sportifs valides et en situation de handicap.



Formation des encadrants

Intégration systématique d'un module « sport et handicap » dans toutes les formations d'éducateurs sportifs, avec des spécialisations par type de handicap.



Financement adapté

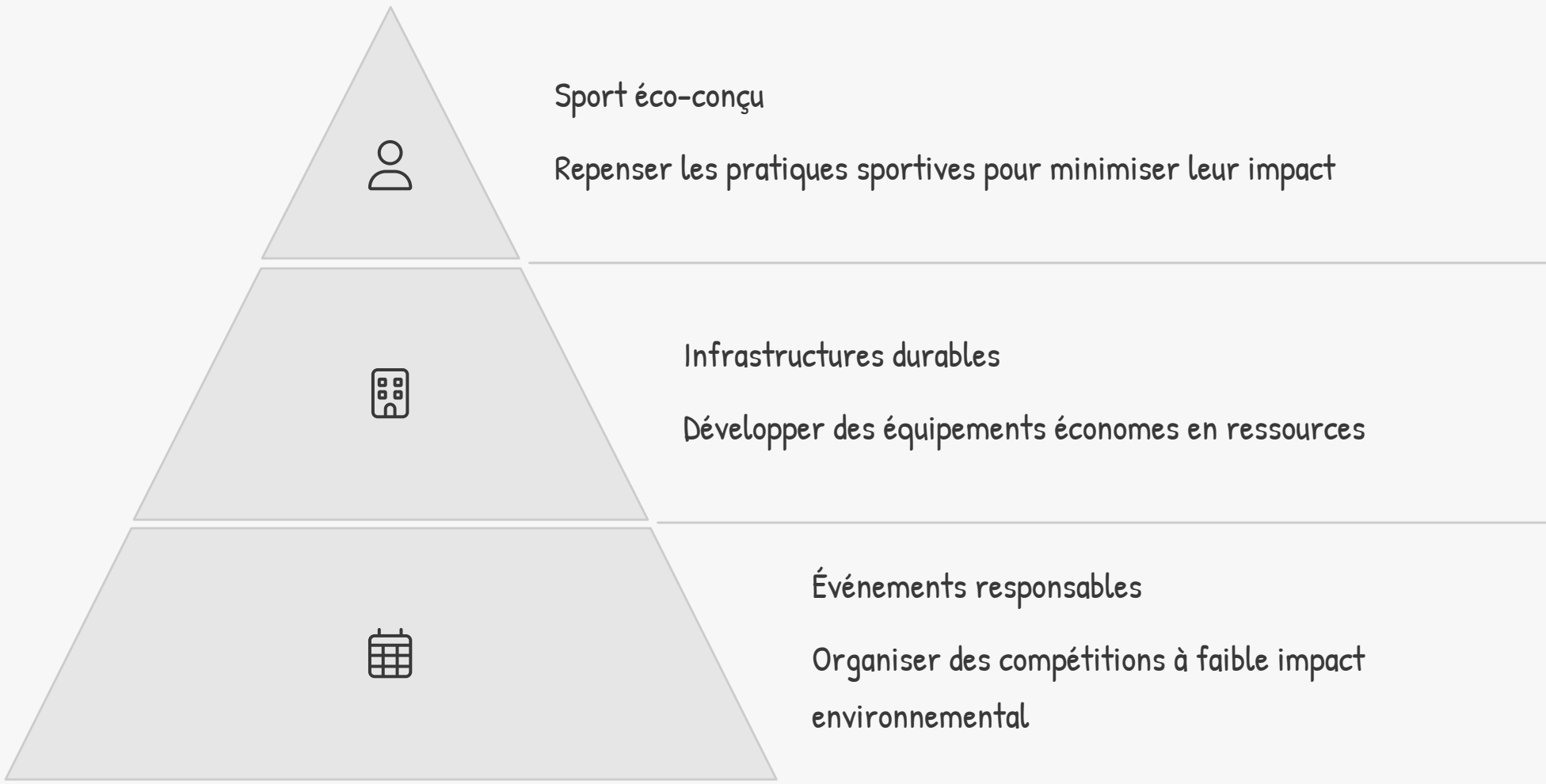
Création d'un fonds dédié au développement du sport adapté et du handisport, avec des aides spécifiques pour l'acquisition d'équipements spécialisés souvent coûteux.

Ces trois axes d'action s'inscrivent dans une vision globale du sport comme outil d'émancipation individuelle et de cohésion sociale. Les États généraux ont permis de mettre en évidence que l'inclusion ne relève pas uniquement de la responsabilité des pouvoirs publics, mais nécessite l'engagement de l'ensemble des acteurs du mouvement sportif : fédérations, clubs, entreprises, médias et pratiquants.

L'ambition est claire : faire du sport français un modèle d'inclusion et d'égalité au niveau mondial, en s'appuyant sur les valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité. Cette transformation profonde est essentielle pour garantir que le sport puisse pleinement jouer son rôle éducatif et social auprès de l'ensemble de la population française.

Défis Environnementaux et Durabilité

La prise de conscience écologique traverse désormais tous les secteurs de la société, et le monde sportif ne fait pas exception. Les États généraux du sport ont placé les enjeux environnementaux au cœur de leur réflexion, reconnaissant la nécessité d'une transformation profonde des pratiques pour réduire l'empreinte écologique du secteur sportif français. Cette démarche s'articule autour de trois axes principaux : la décarbonation des infrastructures, l'engagement pour un sport plus responsable, et la réflexion sur l'impact écologique des grands événements sportifs.



La décarbonation des infrastructures sportives représente un défi considérable mais incontournable. Le parc français d'équipements sportifs, constitué de plus de 250 000 installations, est souvent vieillissant et énergivore. Un plan national de rénovation énergétique a été élaboré, avec des objectifs ambitieux de réduction de la consommation d'énergie et d'eau, ainsi que le déploiement massif d'énergies renouvelables (panneaux solaires, géothermie, récupération de chaleur). Des normes environnementales strictes ont également été définies pour toutes les nouvelles constructions, privilégiant l'utilisation de matériaux biosourcés et les principes de l'économie circulaire.

L'engagement pour un sport plus responsable

Au-delà des infrastructures, c'est l'ensemble des pratiques sportives qui est repensé sous l'angle de la durabilité. Les fédérations sportives sont désormais encouragées à intégrer des critères environnementaux dans leurs règlements et à sensibiliser leurs licenciés aux enjeux écologiques. Des initiatives innovantes émergent dans de nombreuses disciplines : développement de matériel sportif éco-conçu, organisation de challenges "zéro déchet", création de filières de recyclage pour les équipements usagés, ou encore promotion de la mobilité douce pour se rendre aux entraînements et compétitions.

Les États généraux ont également mis en lumière l'importance de l'éducation environnementale par le sport, en particulier auprès des jeunes. Des programmes pédagogiques associant pratique sportive et sensibilisation à la protection de la nature se multiplient, créant ainsi une nouvelle génération de sportifs éco-responsables.

Repenser les grands événements sportifs

Les grands événements sportifs, par leur ampleur et leur visibilité, constituent à la fois un défi écologique majeur et une formidable opportunité de sensibilisation. L'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, qui ambitionne d'être la première édition alignée sur l'Accord de Paris, a servi de laboratoire pour développer de nouvelles approches en matière d'événementiel sportif durable.

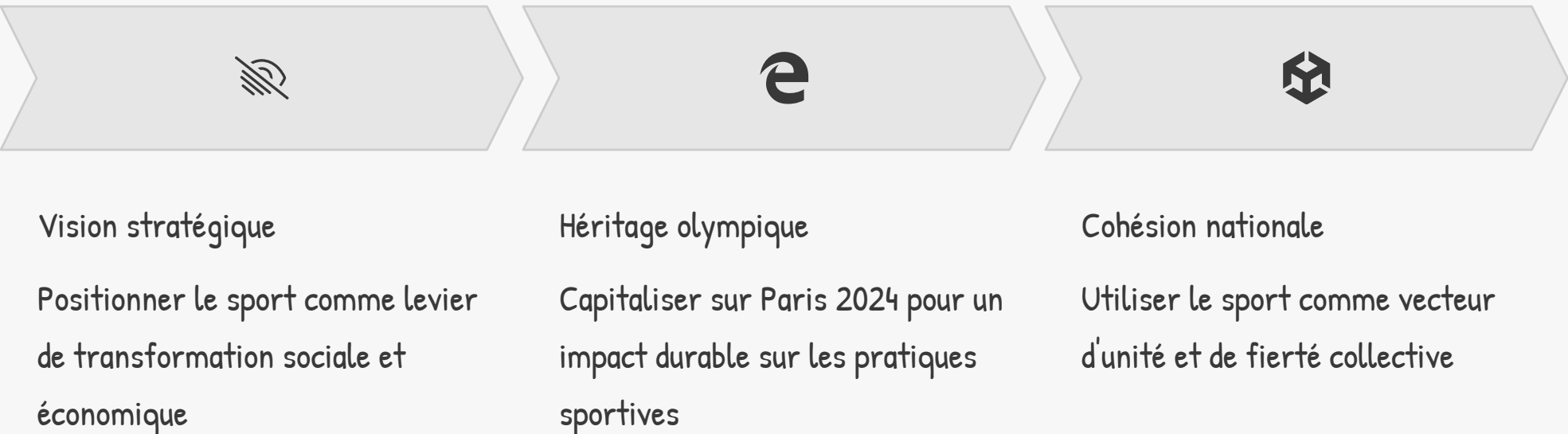
Les bonnes pratiques identifiées (bilan carbone complet, compensation des émissions incompressibles, recours aux infrastructures existantes, approvisionnement local, gestion optimisée des déchets, limitation du plastique à usage unique) ont vocation à devenir la norme pour l'ensemble des compétitions organisées sur le territoire français, quelle que soit leur échelle.

Cette transformation écologique du sport français s'accompagne de la création d'outils de mesure et d'évaluation spécifiques, permettant de quantifier les progrès réalisés et d'identifier les marges d'amélioration. Un "éco-score" des événements et des équipements sportifs est en cours de développement, destiné à informer les pratiquants et à encourager les bonnes pratiques par la transparence.

L'ambition affichée lors des États généraux est claire : faire du sport français un modèle international en matière de durabilité environnementale, démontrant qu'il est possible de concilier excellence sportive et respect de la planète. Cette démarche s'inscrit dans une vision holistique du sport comme école de responsabilité individuelle et collective, où le respect de l'environnement devient une valeur aussi fondamentale que le fair-play ou l'esprit d'équipe.

Conclusion : Vers une Nation Sportive

Les États généraux du sport en France marquent un tournant décisif dans l'approche nationale du phénomène sportif. Au terme de ce processus de réflexion collective, une vision ambitieuse émerge : celle d'une véritable "Nation sportive" où l'activité physique et sportive occupe une place centrale dans la vie quotidienne des citoyens et dans les priorités stratégiques du pays.



Cette ambition repose sur une vision stratégique du sport comme outil de transformation sociale. Il ne s'agit plus seulement de former des champions ou de divertir les spectateurs, mais de mobiliser la puissance du sport pour répondre aux grands défis contemporains : la santé publique, l'éducation, l'inclusion sociale, la transition écologique et le développement économique. Cette approche transversale nécessite une coordination renforcée entre les différents ministères concernés (Sports, Éducation, Santé, Économie, Environnement) et une gouvernance partagée avec l'ensemble des acteurs du mouvement sportif.

La préparation de l'héritage des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 constitue un pilier essentiel de cette stratégie. Au-delà des infrastructures pérennes qui enrichiront le patrimoine sportif national, c'est avant tout un héritage immatériel qui est visé : une culture sportive renforcée, des vocations suscitées, des pratiques nouvelles démocratisées, des innovations technologiques et organisationnelles diffusées. Les États généraux ont permis d'identifier les leviers pour maximiser cet héritage et assurer qu'il bénéficie à l'ensemble du territoire français, bien au-delà de la région parisienne.

Enfin, l'ambition de faire du sport un levier de cohésion nationale prend une résonance particulière dans le contexte actuel. Face aux défis du repli identitaire et de la fragmentation sociale, le sport apparaît comme un puissant vecteur d'unité, capable de transcender les clivages sociaux, générationnels et territoriaux. Les émotions collectives générées par les exploits des athlètes français, mais aussi l'expérience partagée de la pratique sportive au quotidien, contribuent à forger un sentiment d'appartenance commune et une fierté nationale positive et inclusive.

Pour concrétiser cette vision d'une France sportive, les États généraux ont abouti à l'élaboration d'un plan d'action national décliné en objectifs précis et mesurables à l'horizon 2030 : doublement du nombre de pratiquants réguliers, réduction des inégalités d'accès au sport, augmentation de la part du PIB générée par l'économie du sport, amélioration des indicateurs de santé liés à l'activité physique. La réalisation de ces objectifs nécessitera un engagement soutenu et coordonné de l'ensemble des parties prenantes, mais les fondations sont désormais posées.

En conclusion, les États généraux du sport ont permis d'affirmer une conviction forte : le sport n'est pas un luxe ou une simple distraction, mais un investissement essentiel pour l'avenir de la société française. Une nation qui bouge est une nation qui avance, qui innove et qui s'épanouit. C'est cette vision ambitieuse mais réaliste que la France entend désormais porter, sur son territoire et sur la scène internationale.